



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Marché de travaux de réhabilitation de 97 logements
LLS et de démolition de 6 logements dans le cadre de
l'opération RICO CARPAYE**

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 23 mai 2024 à 12:00

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Marché de travaux de réhabilitation de 97 logements LLS et de démolition de 6 logements dans le cadre de l'opération RICO CARPAYE
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	8
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Groupement solidaire
	Variantes	Sans
	PSE	Lot 2 uniquement
	Clause sociale	Avec (lots 1, 2, 3 et 8)
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Négociation	Sans (non autorisé dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres)

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variantes	5
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2.5 - Développement durable	6
3 - Les intervenants	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre	6
3.2 - Contrôle technique.....	7
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Conditions relatives au contrat	7
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
5 - Contenu du dossier de consultation.....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	8
6.1 - Documents à produire.....	8
6.2 - Visites sur site	11
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1 - Transmission électronique	11
7.2 - Transmission sous support papier	12
8 - Examen des candidatures et des offres	12
8.1 - Sélection des candidatures.....	12
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	13
9 - Renseignements complémentaires.....	13
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	13
9.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Marché de travaux de réhabilitation de 97 logements LLS et de démolition de 6 logements dans le cadre de l'opération RICO CARPAYE.

L'estimation globale du marché est la suivante : 6 382 449,75 € HT. Elle se décompose de la manière suivante :

Lot(s)	Désignation	Estimation du lot concerné (€ HT)
01	DÉCONSTRUCTION	136 750,00 €
02	MACRO-LOT (gros-oeuvre/restructuration, charpente/couverture, étanchéité intérieure, menuiseries extérieures, cloisons, revêtements durs, menuiseries intérieures, électricité, plomberie /sanitaire/VMC, peinture sol souple)	4 675 242,75 €
03	ÉTANCHEITE EXTERIEURE	557 580,00 €
04	PEINTURE EXTERIEURE	235 871,00 €
05	METALLERIE	289 578,00 €
06	ASCENSEUR	57 500,00 €
07	EAU CHAUDE SOLAIRE (ECS)	279 165,00 €
08	VOLETS BOIS	150 763,00 €

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le lot 02 comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle, en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

Les autres lots ne comportent qu'une tranche ferme.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 8 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	DÉCONSTRUCTION
02	MACRO-LOT (gros-oeuvre/restructuration, charpente/couverture, étanchéité intérieure, menuiseries extérieures, cloisons, revêtements durs, menuiseries intérieures, électricité, plomberie /sanitaire/VMC, peinture sol souple)
03	ÉTANCHEITE EXTERIEURE
04	PEINTURE EXTERIEURE
05	METALLERIE
06	ASCENSEUR
07	EAU CHAUDE SOLAIRE (ECS)
08	VOLETS BOIS

Pour le lot n°2 uniquement, la répartition par tranche est la suivante :

Lot(s)	Tranche(s)	Désignation de la tranche
02	TF	Travaux de réhabilitation, de rénovation thermique et énergétique
	T0001	Travaux de réhabilitation, de rénovation thermique et énergétique complémentaires

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45453100-8	Travaux de remise en état

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Le choix du maître d'ouvrage se justifie par la nécessité d'assurer une cohérence d'intervention technique compte tenu de la localisation et de la complexité de l'opération.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats peuvent faire une proposition pour la ou les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot(s)	Code	Libelle	Description
02	1	BALLONS ELECTRIQUES	Voir CCTP
	2	RESTRUCTURATION DE LOGEMENTS	
	3	ETANCHEITE LIQUIDE SOUS CARRELAGE	
	4	REMPLACEMENT DES EQUIPEMENTS DE RECEPTION TV	
	5	CONTROLE D'ACCES DE LA RESIDENCE	

2.5 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social (clause d'insertion sociale obligatoire) pour les lots 1, 2, 3 et 8. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la SEMADER a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par la personne désignée ci-après en tant que facilitateur de la clause d'insertion :

Coordonnées du facilitateur :

*Mme Sylvie HOARAU
Chargée de mission insertion / gestion clause
Tél : 0262 42 87 05 - Email : sylvie.hoarau@ville-port.re
Adresse : Maison de projet du Port - 14 rue René Dufestin 97420 Le Port*

L'engagement d'insertion porte :

- D'une part, sur les personnes concernées par cette action d'insertion ; les personnels sont définis notamment dans le CCAP :

- D'autre part, sur les nombres d'heures d'insertion à réaliser, également définies dans le CCAP.

A noter que la signature de l'acte d'engagement vaut engagement dans la démarche d'insertion.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'Oeuvre est assurée par :

**ARCHITECTE MANDATAIRE
ENDEMIK**

17 Rue Marechal LECLERC
97400 SAINT DENIS
Tel : 02 62 41 01 97
Mail : secretariat@endemik.re

**BET STRUCTURE / VRD
FEDT DARWIN CONCEPT**

Rue Emile HUGOT
Parc de la TECHNOR - BP 60128
97492 SAINTE CLOTILDE
Tel : 02 62 73 12 20

**BET FLUIDES / EAU CHAUDE SOLAIRE
COTEL DARWIN CONCEPT**

Rue Emile HUGOT
Parc de la TECHNOR - BP 60128
97492 SAINTE CLOTILDE
Tel : 02 62 73 12 20

BET DEMOLITION / AMIANTE
ENVIROTECH
37 Impasse du Lierre
Le Ruisseau
97411 BOIS DE NEFLES SAINT PAUL
Tel : 06 92 88 91 38

Les missions du maître d'œuvre sont les suivantes :

- Tranche ferme : DIAG, APS, APD, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR, OPC, AMO Gestion Déchets & Réemploi matériaux
- Tranche optionnelle 1 : APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, AOR, OPC

3.2 - Contrôle technique

Le Contrôle Technique du domaine fonctionnel bâtiment est assuré par :

SOCOTEC
33 Rue ANDRE LARDY LA MARE
97438 SAINTE MARIE
Tel : 02 62 94 48 48
Mail : lydia.awoingki@socotec.com

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

- Réhabilitation : L, S, F, LE
- Démolition : LE
- Construction neuve-Locaux d'activité : L

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

CERFEX
Tel : 06 92 20 25 05
Mail : mechin.cerfex@gmail.com

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 45 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe (liste de sous-critères techniques),
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, pour chaque lot,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), pour chaque lot, et ses annexes contenues dans le sous-dossier « PIECES COMMUNES »,
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), pour chaque lot.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Si le candidat ne transmet pas de DC1, une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
un KBIS de moins de 3 mois et les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société
Une copie du jugement si l'entreprise est en situation de redressement judiciaire

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Assurance décennale
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
Qualification étanchéité pour les lots 2 et 3 uniquement.
Qualification habilitation travail en hauteur pour tous les lots.
Qualification SS4 pour le lot 2 uniquement

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'attestation de visite
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat

Informations complémentaires :

- Si le candidat estime que le dossier de consultation comporte des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur, il est tenu, le cas échéant, de le signaler au Maître d'ouvrage, avant la remise de son offre, sachant qu'il ne pourra arguer de ces imprécisions pour remettre en cause le montant de sa proposition en cours d'exécution du marché.
- Si les omissions, erreurs ou non conformités conduisent le candidat à modifier ou à compléter les dispositions prévues, il devra en tenir compte dans l'établissement de son offre à prix global et forfaitaire. Cette modification sera décrite et accompagnée d'une note explicative joint à son mémoire Technique. La modification ne pourra être substantielle et fera l'objet, le cas échéant, d'une mise au point à l'attribution.

- **Mémoire technique :**

- Le Mémoire Technique ne pourra être annexé à l'Acte d'Engagement de l'entreprise soumissionnaire. L'ordre des pièces contractuelles est précisé dans le CCAP.
- Il est demandé d'utiliser la police ARIAL taille 10. Un nombre maximum de pages est indiqué pour chaque sous-critère en annexe au présent document.

- **Méthodologie :** conformément à la liste des sous-critères techniques annexée au présent document, la méthodologie adoptée par l'entrepreneur pour réaliser les travaux devra être précisée et détaillée dans son offre, pour l'ensemble des lots. Elle devra notamment comporter :

- Un planning détaillé de la mission (en cas d'optimisation de planning présenté, celle-ci deviendra contractuelle) ;
- La méthodologie employée pour chaque phase de prestation ;
- Les moyens de gestion des nuisances ;
- Le matériel spécifique prévu sur ce chantier ;
- L'organigramme prévisionnel du chantier pour chaque tranche de chantier ;
- Les filières d'élimination de déchets (transporteur, stockage provisoire éventuel, l'éliminateur final) ;

- **Spécificités du lot n° 01 (déconstruction) :** Les documents transmis par le maître d'ouvrage à la date de rédaction du présent rapport sont :

- ANNEXE 1 - DOSSIER AMIANTE :

Pré-Rapport du 09/09/2022 de la mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis avant démolition

Référence : 22/EXID/0907_0183_Version 1 - rapport du 09/09/2022

- ANNEXE 2 - DOSSIER TERMITE :

L'envoi final sera fait au démarrage de l'opération. Le soumissionnaire doit prendre les hypothèses les plus défavorables pour l'établissement de son offre.

- ANNEXE 3 - DOSSIER PEMD :

Rapport de diagnostic PEMD - réalisé par ENVIROTECH Ingénierie le 02/12/2021 référencé P21-071 v1 Diagnostic PEMD - RICO CARPAYE - 6 logements collectifs ;

- ANNEXE 4 - Dossier DT :

VEOLIA/RUNEO (AEP) ; EDF REUNION (réseau électrique) ; CISE REUNION - Secteur Est (EU) ; REUNICABLE (Fibre optique) ; ORANGE REUNION (Télécom) ; AUSTRAL TELECOM SERVICES (fibre optique) ;

L'intégralité de ces documents est présentée en annexe au CCTP. L'entreprise devra procéder à la vérification et à la corrélation entre les divers documents qui lui sont remis pour l'établissement de son offre.

- **Spécificités du lot n° 06 (ascenseurs) :** L'entrepreneur joindra à son offre les montants des propositions des deux types de contrats normalisés avec contenu intégral des prestations stipulées dans l'arrêté interministériel du 11 mars 1977. En conséquence l'entreprise devra au titre de la garantie, l'entretien complet et gratuit de son installation pendant une année après la mise en service des installations. Passé ce délai de garantie, la maintenance sera assurée à titre onéreux. Le soumissionnaire devra donc obligatoirement joindre à sa proposition un projet de contrat de maintenance qui précisera au minimum :

- Le nom, l'adresse et les qualités de la société qui assurera cette maintenance.
- La fréquence des visites normales d'entretien.
- Le délai d'intervention en cas de panne intempestive.
- Le coût annuel du contrat, le prix des vacations occasionnelles, la formule de révision proposée.

NOTE IMPORTANTE :

En l'absence de ce document, la proposition de l'entreprise ne sera pas prise en considération.

Les exploitants de l'établissement ne seront pas tenus de souscrire le contrat proposé.

*****Les entreprises devront faire connaître à la remise de l'offre si elles envisagent de sous-traiter certaines prestations et préciser lesquelles. L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Les entreprises devront effectuer les démarches de déclaration des sous-traitants conformément aux dispositions en vigueur.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est obligatoire pour l'ensemble des lots. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

- la visite aura lieu **le mercredi 10 avril de 9H30 à 12H00 et le vendredi 26 avril de 9h30 à 12h00**. Il est demandé aux candidats de se présenter quinze minutes avant le démarrage de la visite.
- point de RDV : placette centrale au sein de la résidence RICO CARPAYE (proche de l'agence locative).
- présentation du projet : avant de visiter le site (PC, quelques logements ...), une présentation du projet sera réalisée par le MOE dans un local de l'opération.
- Contact : Stéphane LAW-THIME - 0693 00 32 99

Une attestation de visite sera transmise à l'issue de la visite. Le candidat devra la remettre dans le cadre de son offre, sous peine de rejet de cette dernière.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.semader.fr/qui-sommes-nous/consultez-nos-avis-de-marches/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui **GMT +4 - Ile de La Réunion**. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

La copie de sauvegarde peut également être transmise par voie dématérialisée, à l'adresse suivante : ServiceMarche@semader.fr

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Signature

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Si l'attributaire ne dispose d'un tel certificat de signature électronique, le contrat sera signé manuscritement par les parties.

Espace entreprise sur la plateforme AWS-Entreprise

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures. Dans ce cas, seule la candidature de l'attributaire pressenti sera analysée. Des compléments pourront alors lui être demandés, le cas échéant.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour l'ensemble des lots :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %

Les sous-critères ainsi que leur pondération sont présentés en annexe au présent document.

Lorsque deux ou plusieurs offres sont équivalentes au regard des critères d'attribution, une priorité sera accordée aux candidats ayant obtenue la meilleure note au critère ayant la pondération la plus importante.

Rectification des offres :

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Offres anormalement basses :

En cas d'offres suspectées d'être anormalement basses, il sera demandé au candidat de fournir les justifications nécessaires, conformément à l'article R2152-3 du code de la commande publique.

8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.semader.fr/qui-sommes-nous/consultez-nos-avis-de-marches/>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

Rappel : Les candidats sont tenus, le cas échéant, de signaler les erreurs, contradictions, ou omissions qu'ils pourraient constater, de se faire préciser tous points qui leur paraîtraient obscurs ou incompréhensibles, ceci avant la remise de leur offre, sachant qu'ils ne pourront arguer de ces imprécisions pour remettre en cause le montant de leur proposition en cas d'attribution.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Judiciaire de Saint-Denis-de-La-Réunion
5 avenue André Malraux
BP 338
97494 STE CLOTILDE CEDEX

Tél : 02 62 40 23 45
Télécopie : 02 62 40 23 02
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Judiciaire de Saint-Denis-de-La-Réunion
5 avenue André Malraux
BP 338
97494 STE CLOTILDE CEDEX
Tél : 02 62 40 23 45
Télécopie : 02 62 40 23 02
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Tribunal Judiciaire de Saint-Denis-de-La-Réunion
5 avenue André Malraux
BP 338
97494 STE CLOTILDE CEDEX
Tél : 02 62 40 23 45
Télécopie : 02 62 40 23 02
Adresse internet (U.R.L) : <http://www.justice.gouv.fr/>